



Éditorial

Salvatrices utopies

N'est-il pas trop tard pour corriger le tir du développement mondial, à l'heure où le géant « émergent » chinois emprunte à marche forcée le chemin de la croissance économique à tout prix ? Le texte que nous vous proposons dit non. Un non triplement justifié selon Paul Caspersz, jésuite du Sri Lanka : non car focaliser sur le profit est une négation de l'homme et de sa communauté, non car le matérialisme exacerbé ne pourra jamais remplacer ce pivot social qu'est la spiritualité, non car une consommation effrénée des ressources naturelles met en péril notre propre survie.

Ce triple non est utopique. Et c'est sa force. Comme l'auteur l'affirme d'emblée, une réflexion juste sur le développement exige de s'affranchir de la « caste » des spécialistes, technocrates, banquiers et autres hauts fonctionnaires, et d'oser penser autrement. Sa référence, bien sûr, est la pensée du Mahatma Gandhi. Mais la force de cette contribution est qu'elle donne, outre à réfléchir, des pistes à étudier, telles ces initiatives locales prises au Sri Lanka pour combattre la faim ou disséminer l'éducation à la base, dans les villages et les communautés paysannes. Ce triple non est aussi salvateur. Car nous voyons, tous les jours ou presque, réapparaître des fléaux dont la croissance économique était supposée venir à bout. Je pense à la menace que fait peser, sur l'alimentation mondiale, l'envolée des prix des denrées. Je pense à l'insécurité climatique qui pèse au dessus des têtes de millions d'individus dans les zones inondables des deltas ou des îles, au Bangladesh, aux Maldives, dans l'océan Pacifique. Ces menaces montrent bien que l'humanité est déjà en train de détruire une partie d'elle-même. Or même si les chiffres fournissent toujours des excuses et des nuances aux experts ès développement, ce sacrifice des uns pour la prospérité des autres est, bel et bien, un début de négation de l'homme.

Richard Werly
richard.werly@lebret-irfed.org

Pour une nouvelle bataille du développement

par Paul Caspersz*

Le concept clef de développement est devenu un mirage. Interprété par les organismes internationaux à l'aune des règles du marché, il confond l'évolution indispensable des sociétés et l'amélioration des infrastructures avec la recherche de la croissance effrénée. Le développement n'est alors plus celui de tout l'homme et de tous les hommes que préconisait, entre autres, Louis-Joseph Lebret, mais une illusion porteuse de fatales conséquences. Comment y remédier ? Et surtout, comment ne pas abdiquer la revendication d'un autre développement ? Paul Caspersz tente d'y répondre.

Le temps est venu de redéfinir le concept de développement et d'avoir une compréhension claire de ce que désigne ce processus. Le concept dominant au cours des années 1990, promu par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, est celui de croissance économique. Ces institutions ont poussé, souvent avec succès, les élites politiques et sociales du tiers-monde, et même de nombreuses associations et des militants, à épouser ce concept et à soutenir ce processus.

Le problème est que la signification du développement a perdu de son sens. Quand un même terme est utilisé aussi souvent et sur d'aussi longues périodes par tant de gens et en de si nombreux endroits, on admet trop facilement qu'il est compris correctement. Or c'est en réalité loin d'être le cas. L'hypothèse selon laquelle tout le monde sait en quoi consiste le vrai développement est gratuite et erronée.

S'émanciper de la « caste » des spécialistes

La première chose à faire, dès lors, est de trouver un nouveau terme ou une nouvelle expression pour redéfinir ce concept galvaudé. Il faut, pour cela, avoir le courage de s'émanciper du langage de la « caste » des spécialistes occidentaux des sciences sociales. L'objectif de nombreux théoriciens occidentaux du développement est davantage d'être compris par leurs pairs que par les peuples qu'ils étudient. Rompre avec la manière d'écrire de ces spécialistes, prendre la décision d'être « hors caste », est le premier pas qui nous permettra de sauver le concept et le processus de développement.

Une fois ce premier pas effectué, nous devons avoir le courage de nommer ce qui empoisonne le concept actuellement répandu de « développement ». Ce poison, c'est l'argent, sa suprématie au nom de la croissance économique, l'argent au

* Paul Caspersz est jésuite sri-lankais, cofondateur du *Satyodaya Centre for Social Research and Encounter* à Kandy (www.satyodaya.org). Il a 82 ans. Cet article est une version réduite d'un chapitre de son dernier livre *A New Culture for a New Society : Selected Writings 1945-2005*, Satyodaya, décembre 2005.

centre de la production sans fin de biens et de services, son accumulation et sa distribution par nature inégale.

L'opération de sauvetage consiste à installer à la place du profit à tout prix ce que nous croyons être le centre de tout développement authentique : la personne humaine dans sa communauté. Cette étape est très délicate, car l'argent, le capital et la croissance – tous interconnectés – restent pour les avocats du libre marché le centre et le but du développement. Pire : c'est même au nom de la défense de l'individu que ceux-ci rejettent toute interférence de l'État dans les affaires économiques. Pas question, pour ces derniers, d'accepter les salaires minimaux ou la reconnaissance des syndicats... Leur théorie du développement consiste à dire que toute personne est libre de sombrer ou de nager par elle-même dans la mer économique, d'être ballottée seule dans les vagues de l'offre et de la demande. Le marché « libre », selon cette interprétation, permet aux chanceux de passer de la pauvreté à la richesse. Ils appellent cela la main invisible de l'offre et de la demande. En oubliant que cette main, trop souvent, étrangle ceux qu'elle est supposée émanciper.

Le centre du vrai développement est tout autre : son « cœur » irremplaçable doit être la personne humaine dans sa communauté.

En-dehors de sa communauté, l'individu n'a pas d'existence indépendante. Sa destinée en découle depuis sa naissance, puis au fil de sa vie. Prenons l'exemple du Sri Lanka. Un fonctionnaire de la Banque mondiale à Colombo a accepté de rencontrer un groupe de militants très critiques. Le groupe a exprimé son profond désaccord avec le concept de développement et a suggéré un autre choix. En voici les grandes lignes.

Nourrir et soigner : prendre en compte les vrais besoins

Les besoins à pourvoir les plus importants, pour un développement digne de ce nom, sont les besoins des pauvres. Le projet de subventionner et de contrôler les prix des produits de première nécessité, la farine et le sucre, et de subventionner leur achat pour le consommateur a commencé au Sri

Lanka en décembre 1941. Avec différentes modifications, mais toujours avec l'idée qu'il était du devoir de l'État de s'assurer que personne ne souffre de la faim, le projet fut mis en œuvre jusqu'en 1977, puis finalement abandonné. À sa place, un plan, mal géré, de bons d'essence et de nourriture fut adopté pour les pauvres en 1977 et reçut aussitôt une volée de critiques. D'après ses détracteurs, ce projet a été une hérésie économique, une imprudence financièrement insupportable, une folie de politiciens populistes. Or il est du devoir d'un dirigeant bouddhiste de s'assurer que personne dans son royaume ne meure de faim.

Il est indéniable que le projet aurait dû être amélioré afin de ne pas attribuer aux nantis du riz gratuit pour nourrir leurs chiens. Mais même s'il avait dû s'appliquer avec plus de rigueur il n'en reste pas moins que ce projet a empêché de nombreuses familles pauvres de notre île de mourir de faim.

Prenons aussi le cas des hôpitaux. Dans le tiers-monde, ceux-ci man-

quent souvent de lits et les patients doivent dormir sous des lits déjà occupés, en-dehors des salles ou sur des matelas installés sur des balcons, quelquefois près des égouts ou des poubelles. La première tâche des services de santé doit être, au nom du développement, de fournir des lits à tous

les patients. S'il y a un nombre insuffisant de draps et d'oreillers et si, même après une opération chirurgicale, les malades sont installés sur des matelas tâchés avec des oreillers souillés, la priorité du développement est de fournir des draps et des oreillers propres.

Quelques mois avant son assassinat en 1948, le Mahatma Gandhi a proposé un critère : « Quand vous serez dans le doute et que votre moi s'imposera trop, expliqua-t-il alors, appliquez le test suivant : rappelez-vous le visage de l'homme le plus pauvre et le plus faible que vous avez rencontré et demandez-vous si l'acte que vous envisagez lui sera utile. Va-t-il y gagner quelque chose ? Cela va-t-il lui rendre le contrôle sur sa propre vie et sur sa destinée ? En d'autres termes, apportera-t-il l'indépendance aux millions de personnes affamées physiquement et spirituellement ? Alors vous verrez vos

doutes et votre moi se dissiper » (*The Collected Works of Mahatma Gandhi*, Vol. 89). Voici le type de priorités qu'il nous faut avoir le courage de défendre.

Le pauvre ne doit pas être à la périphérie du développement

Tout programme de développement devrait ensuite avoir pour but l'humanisation de la vie. C'est dans l'humanisation que le développement trouve sa plus haute expression. Un développement qui encourage l'envie d'acquiescer pour son seul bénéfice, le consumérisme, l'élitisme, l'inégalité économique et sociale, est un anti-développement. Les personnes doivent posséder plus pour être plus, non pour eux-mêmes, dans l'isolement, mais pour toute la communauté. L'humanisation, c'est cet « être plus ». Toute personne debout sur cette planète doit pouvoir vivre une existence pleinement humaine : manger, boire, dormir, donner et recevoir de l'amour, ressentir la joie ou le chagrin en fonction de ses besoins. Quand, au Sri Lanka, la famille d'un ouvrier agricole – le père, la mère, les parents, les enfants célibataires ou nouvellement mariés – doit vivre, manger dormir et procréer dans une pièce de 10 pieds sur 12, avec un espace de 4 pieds sur 2 fermé par un rideau fabriqué avec de vieux saris, pour un couple nouvellement marié, la situation ne peut qu'être qualifiée d'inhumaine.

Personne au monde ne devrait avoir faim, soif, être sans abri et sans amour. Personne ne devrait être indigent au point de ne ressentir ni joie ni chagrin. Humaniser le développement suppose de remettre le pauvre au cœur du processus. C'est ce que la Banque mondiale n'a pas compris. Le « filet de sécurité » qu'elle promeut dans les pays où elle intervient est un plan d'aide, accordée au compte-goutte et à contrecœur, à supprimer dès que possible. Dans ce programme, les pauvres ne sont pas au cœur du concept de développement. Ces derniers doivent réagir et dire : « Nous n'avons pas envie d'être pris dans votre filet de sécurité ; nous voulons la justice qui le rendra inutile ».

Si le développement est l'humanisation, il est facile de comprendre, spécialement dans le tiers-monde, que le développement signifie avant tout libération – libération de tout ce qui déshumanise. Si le Travail, représenté par les ouvriers de l'agriculture et de l'industrie qui ont construit les monuments de la civilisation, doit redresser

la tête avec dignité, le Capital, représenté par les financiers, les propriétaires des usines ou des vastes domaines agricoles, doit cesser de peser sur le dos des travailleurs. L'humanisation est impossible sans libération.

L'opposé du processus de libération est celui d'aliénation qui est le résultat inévitable du mode capitaliste du développement. Cependant, il faut reconnaître en toute liberté que le capitalisme a joué un rôle libérateur en permettant aux hommes de briser les chaînes qui les assujétissaient à l'époque féodale pré-industrielle.

A cette époque, il n'y avait qu'une connaissance très imparfaite et souvent complètement erronée des forces de la nature. Les hommes étaient soumis à ces forces et avaient peu de contrôle sur elles. L'Église et l'État enseignaient alors que l'ordre social était d'origine divine et qu'il serait mal vu et en tout cas vain de vouloir le changer. Le capitalisme a changé tout cela. Il a rendu l'homme pleinement responsable de son destin. Le problème est qu'il a apporté d'autres formes d'aliénation, plus cruelles que celles du système féodal pré-industriel. C'est contre celles-ci qu'il nous faut lutter.

Le besoin de changement peut résulter de l'analyse sociale exacte ou d'une meilleure prise de conscience des droits de chacun et de l'injustice de certaines situations. Il peut venir d'une interprétation radicale de la religion. Il peut aussi résulter d'une révolution. Elle n'implique pas obligatoirement le recours à la violence ; mais on ne peut l'exclure par principe, car le contraire de l'amour n'est pas la révolution violente, mais la haine.

Le but ultime des activités de développement n'est pas celui que la plupart des donateurs exigent. C'est le mieux-être ou l'humanisation. Des écoles maternelles dans les plantations, des programmes de formation professionnelle pour les plus démunis, des programmes de logements pour les déshérités, ne peuvent pas être jugés satisfaisants uniquement parce qu'ils atteignent leurs objectifs immédiats, visibles et quantifiables, mais seulement dans la mesure où ils contribuent à un plus grand bonheur. Si ce but ultime n'est pas poursuivi avec obsti-

nation et intensité, l'activité de développement ne sera pas seulement neutre par rapport à l'humanisation de la société : elle sera négative.

Ce chemin est difficile. Des échecs sont possibles. Les gens peuvent n'avoir bâti que cinquante des soixantedix maisons prévues. Un projet d'élevage de volailles monté par un groupe d'action sociale à Kandy, au Sri Lanka, en vue de réconcilier deux groupes ethniques violemment antagonistes peut être un désastre au point de vue financier ou de production d'œufs. Mais si les gens qui ont construit les maisons ont gagné en assurance et en dignité, si les éleveurs de volailles ont appris à travailler ensemble, à parler et à rire ensemble, à vivre ensemble et à se faire confiance, le projet peut être socialement une réussite.

Le but ultime des activités de développement n'est pas celui que la plupart des donateurs exigent.

Le retour aux préceptes de Gandhi

Le développement authentique est spirituel. Une fois de plus, Gandhi est incontournable :

« *La civilisation occidentale est matérielle, ouvertement matérielle. Elle mesure le progrès par le progrès matériel [...]. Personne ne dit "maintenant les gens sont plus vrais et plus humbles". Je la juge à l'aune de mes critères et j'utilise le mot "satanique" pour la décrire... Vous faites grand cas des choses temporelles, superficielles. La civilisation orientale est par essence spirituelle, immatérielle. [...] Selon vous, plus vous avez, mieux vous êtes, et vous vous en tenez à cette croyance.* » (Ibid., Vol. 48)

La dimension spirituelle du développement devrait orienter, imprégner et influencer de l'intérieur toutes les autres dimensions du développement. C'est elle qui produit poètes, philosophes, musiciens et artistes. C'est elle qui rend capable d'amour et de haine, de dévouement passionné pour une autre personne ou pour une cause. C'est elle qui fait que l'être humain peut dépasser les frontières de ce qui est visible et tangible pour atteindre le sens plus profond de la vie humaine. C'est elle qui rend l'homme humain.

La dimension spirituelle n'est pas la dimension religieuse, quoiqu'elle

Libre propos

Qui décide ? Et pourquoi faire ?

Constatant que corruption et détournements ne profitent qu'aux plus malins, voilà que pour assurer la réussite des programmes de développement les financeurs, publics et privés, font la promotion du concept de « bonne gouvernance ». Or, en la matière, les expériences n'ont pas dégagé de formule miracle qu'il suffirait d'appliquer partout pour que tous gagnent. De plus, dans un monde de compétition sans limites il est à craindre qu'il y ait toujours des gagnants et des perdants.

Comment alors assurer que d'autres paradigmes, d'autres valeurs (ou simplement d'autres points de vue), fruits d'un monde plein de diversités, soient pris en compte ? En effet, ignorer les différences, les histoires, les complémentarités, les rythmes, risque fort d'aboutir à une proposition, voire une imposition, de schémas avec des valeurs qui forcent, sans le prétendre ouvertement, à une uniformisation, ce qui s'apparente à une forme de colonisation.

Si l'égalité est un droit universel, et le développement autre chose qu'une question de chance, le « **"génie des pauvres" qui vient de leur énergie de créativité et d'endurance** » ne peut plus être laissé pour compte.

Dans le développement, il importe de savoir qui sont les décideurs. Ceux qui financent et administrent l'aide ? Les experts et les consultants ? Quelle part prennent alors les « sujets » du développement ? Sont-ils réduits à de simples « faire-valoir » d'une politique, pour récolter des fonds, pour apaiser les consciences ? Leur laisse-t-on la possibilité de commencer, d'expérimenter, de se tromper, de tirer des enseignements des échecs, pour eux-mêmes et pour les autres ?

Ne devraient-ils pas être les décideurs en premier lieu ?

Après tout, c'est de leur avenir qu'il s'agit : pourquoi n'auraient-ils pas une voix prépondérante dans la définition des politiques qui les concernent ?

Sergio Regazzoni
sergio.regazzoni@lebret-irfed.org

puisse l'inclure. Je me rappelle précisément le jour où, au début des années 80, je visitais les familles à Jaffna qui avaient souffert de la répression de l'État en réponse à la demande des Tamouls qu'on respecte leurs droits. J'accompagnais un ami cinghalais marxiste. Nous venions de visiter une famille affectée. Nous étions tous les deux à la fois attristés par ce que nous

avons vu et las mentalement et physiquement. Brisant le silence, je lui demandai : « Pourquoi faisons nous tout cela, avec si peu d'espoir de réussite ? Pourquoi prenons-nous tous ces risques ? Pourquoi allons-nous de maison en maison, pour entendre ces gens dire ce qu'ils ont enduré ? » Mon ami me dit : « parce que nous sommes humains et qu'ils sont humains ».

On doit rechercher paix sociale et harmonie

Ceci étant, on ne peut pas douter qu'un bien-être économique soit crucial. Il est nécessaire en lui-même et nécessaire pour une vie humaine intégrale. Le bien-être économique signifie par-dessus tout la satisfaction des besoins basiques des hommes. Les gens ont besoin d'une bonne alimentation, nutritive, c'est-à-dire, de ce qu'un nutritionniste appelle un régime équilibré en hydrates de carbone, en protéines et en lipides. Ils ont besoin de vêtements en nombre suffisant, non seulement pour couvrir leur nudité, mais aussi pour pouvoir en changer régulièrement. Ils ont besoin d'un abri correct : une maison ou même une hutte.

Je connais au moins un travailleur social qui pense que le logement devrait être prioritaire par rapport à la nourriture et aux vêtements. Donnez un logement à une famille, dit-il, et la famille fera en sorte qu'il y ait dans ce logement suffisamment de nourriture et de vêtements. Ceci a été expérimenté en fait par Satyodaya, une organisation sociale à Kandy, au Sri

Lanka, dans son plan pour loger soixante-dix familles déplacées. Ce qui est essentiel pour le développement passe aussi par les soins médicaux et des écoles pour les enfants. L'essentiel est aussi un environnement physique et social favorable à la socialisation des gens dans la communauté. Rien de ceci ne devrait être ignoré, encore moins nié.

Il ne s'agit pas de nier que les besoins évoluent. Il faut toutefois garder du discernement et se fixer des buts « positifs » pour la communauté. Au Sri Lanka, la croissance ne peut être authentiquement porteuse de développement qu'à la condition de mener les Sri-lankais à une plus grande stabilité émotionnelle. Dans le contexte de la diversité ethnique qui existe au Sri Lanka, un développement authentique du pays devrait conduire à une plus grande paix sociale, à la confiance et à l'harmonie. En un mot, la croissance économique devrait faire éclater ses propres paramètres et amener un plus grand bonheur à la fois matériel et spirituel.

Il faut, pour cela, libérer les énergies. Le « génie des pauvres » vient de leur énergie de créativité et d'endurance. Ces forces sont à la fois physiques et morales, mais plus morales que physiques. La force morale est promue par l'idée que le travail d'une personne est « son » travail, que ce travail n'est pas réquisitionné par une autre personne, pour le bénéfice de quelqu'un d'autre. Ainsi, le véritable développement fera

que le fruit du travail des hommes porte l'empreinte de celui qui l'a produit. Le travailleur qui construit ou répare un petit réservoir d'eau pour irriguer les champs de son village est de ce point de vue différent de l'ouvrier qui effectue un travail monotone chaque jour pour construire une énorme digue ou une station hydro-électrique. Ce travail est effectué avec lassitude, à contre cœur, uniquement pour le salaire qu'il procure, alors que le premier, parce qu'il signifie la vie pour le travailleur, sa famille, ses parents et ses amis, pour tout le village est effectué dans la joie et avec un certain sens de plénitude.

Cela signifie-t-il qu'il ne faut pas construire la digue ou la centrale hydro-électrique ? Pas du tout. Cela signifie seulement que le développement doit définir des priorités, savoir ce qui libérera le mieux les forces morales et physiques des gens.

Le développement, enfin, ne doit pas compromettre l'avenir. C'est le talon d'Achille du développement à l'occidentale. En ruinant l'environnement, en épuisant des ressources non renouvelables, en polluant l'atmosphère, en s'appropriant le travail et les marchés des vastes populations des pays en voie de développement, ce type de développement court à sa perte. Un jour, les noirs, les jaunes et tous les peuples de couleur du tiers-monde se lèveront. Ils diront : Assez ! Et cela pourrait intervenir bien plus tôt qu'on ne croit.

Paul Caspersz
satyoda@eureka.lk

Traduit de l'anglais par Marie-Paule DECHERY

Développement et civilisations, publication éditée par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed
49, rue de la Glacière - 75013 PARIS - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@lebret-irfed.org

Développement et civilisations est le nouveau titre de **Foi et développement** publié, depuis 1972, par le Centre Lebret devenu Développement et Civilisations - Lebret-Irfed. Il reprend le titre de la publication éditée par l'Irfed de 1960 à 1973 **Développement et civilisations**.

L'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed est animée par un réseau d'acteurs de développement solidaire. Avec eux, elle conduit un travail de recherche et de formation. Son budget est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. **Bureau de l'association** : Yves Berthelot (président) - Jean-François Giovannini (vice-président) - Boutros Labaki (vp. Moyen Orient et Monde arabe) - Rethinam Mathias (vp. Asie) - Jorge Balbis (vp. Amérique latine) - Yves Glorieux (trésorier-administrateur) - Isabelle Duquesne (directrice).

Publication - directeur : Yves Berthelot, directeur de la rédaction : Richard Werly. Conseil de rédaction : Yves Berthelot, Vincent Berthet, Karine Besses, Pierre-Henri Chalvidan, Roland Colin, Bernadette Denys, Jacqueline Heinrich, Lucien Heitz, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Gabriel Marc, Emile Poulat, Sergio Regazzoni, Christian Rudel, Pierre Vilain, Hassan Zaoual, - secrétariat : Sally Rousset. publications@lebret-irfed.org

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de Développement et civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Abonnement annuel tous pays (10 n°/an) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF - chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Lebret-Irfed.

Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

• ISSN 1951-0012 - Imprimerie ACCENT TONIC' - Paris - 01 43 73 86 55.